



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Domaine d'O - Conventions d'exploitation avec l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le Domaine d'O a été créé par délibération du Conseil départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi NOTRe, et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1^{er} janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie nord du Domaine d'O.

A ce titre, l'EPIC du Domaine d'O relève depuis à cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole, et représente l'un des éléments majeurs de la politique culturelle métropolitaine en matière de spectacle vivant, au regard notamment de la qualité de ses installations, du nombre, de la renommée et de la diversité des manifestations culturelles qu'il organise et accueille. Il produit en effet une saison culturelle, chaque année d'octobre à mars, ainsi que plusieurs festivals. Il accueille par ailleurs plusieurs festivals d'envergure nationale tels que le Printemps des comédiens, le Festival Radio France Occitanie Montpellier ou Arabesques.

En application de la convention de transfert susvisée et du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition, notamment celui d'autoriser l'occupation des biens du domaine public qui lui ont été remis. Par délibération en date du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a ainsi autorisé la signature d'une convention d'exploitation qui fixe notamment la composition des instances de contrôles, les missions de service public confiées à l'EPIC, les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, les modalités d'approbation des programmes d'actions et de communication établis par l'EPIC, ainsi que les calendriers de remise des rapports d'activité et financiers.

Cette convention étant arrivée à échéance, il est proposé, afin de permettre à l'EPIC de poursuivre ses activités, de la renouveler et d'autoriser la signature d'une nouvelle convention, pour une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions d'exploitation entre l'EPIC du Domaine d'O et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 20 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-149968-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_EPIC_3M_mise à disposition domaine_vdef.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.